

HARGA AU FÉMININ

Annaba, plaque tournante nationale ?

Deux jeunes filles de Béjaïa et de Chlef et un mineur de 17 ans se trouvaient, avec 24 autres harraga, dans une barque traditionnelle interceptée ce vendredi en milieu d'après-midi, à 20 milles marins au large de Ras-El-Hamra (Annaba), par les éléments du Groupement territorial des gardes-côtes (GTGC) de Annaba.

Sortis en mer jeudi à minuit, à partir de la plage d'Oued-Bakrat, dans la commune de Seraïdi, les 27 candidats à l'émigration clandestine avaient payé aux passeurs des sommes allant de 5 000 à 50 000 DA chacun. Le tarif réduit s'appliquait spécialement aux jeunes filles et au mineur. Les éléments du GTGC, à bord de deux

unités, la 355 et la 344, ont essuyé, lors de l'arraisonnement, des insultes et des menaces proférées par les harraga qui refusaient d'obtempérer à leurs injonctions, nous fera savoir Abdelaziz Zaïdi, chef de la station maritime principale des gardes-côtes de Annaba.

Ce n'est que vendredi vers 19 h que les harraga ont été débarqués

au port de Annaba où ils devaient être auditionnés par les enquêteurs de la station maritime. Auparavant, ils ont été auscultés par le médecin de la Protection civile, par mesure de routine en pareil cas.

Au cours de leur interrogatoire, il s'est avéré que deux harraga étaient recherchés dans des affaires de vols et qu'un troisième est un récidiviste dans la harga, déjà arrêté par les gardes-côtes pour le même motif en 2007, selon Abdelaziz Zaïdi. Même s'il ne s'agit pas d'une première dans la harga au féminin, — les jeunes filles ayant déjà été arrêtées à Annaba

sont originaires de cette ville ou de sa périphérie —, la nouveauté dans le groupe de harraga arrêtés vendredi est la présence de jeunes filles venues de régions lointaines de Annaba.

Présentés, samedi en milieu d'après-midi, devant le procureur près le tribunal de Annaba, les deux recherchés pour vols ont été confiés à la police judiciaire, alors que les 25 autres se sont vu signifier une citation directe à comparaître pour le 19 octobre 2009.

Après avoir observé une relâche dans les tentatives de harga, d'une quinzaine de jours, alors qu'ils ne

cessaient de patrouiller au large, les éléments des gardes-côtes de cette ville, devenue plaque tournante de l'émigration clandestine, renouent avec ce phénomène. Il se dit dit, à ce sujet, que les gardes-côtes ne connaîtront pas de répit durant cet été. Ils sont sur le quivive H/24 et 7 jours sur 7, malgré la faiblesse de leurs effectifs, dans le but d'enrayer ce phénomène, et ce outre leur mission de surveillance et de contrôle de toute embarcation ou navire bâtant pavillon national ou étranger et navigant dans les zones territoriales.

A. Bouacha

ELLES VERRONT LE JOUR AVANT LE 14 AOÛT

Des dispositions pour encadrer le nouveau week-end

A partir du 14 août prochain, le repos hebdomadaire en Algérie aura lieu vendredi et samedi, au lieu de jeudi et vendredi comme en vigueur actuellement. Cette décision a été prise à l'issue du Conseil des ministres tenu mardi dernier, à la grande surprise de l'opinion publique.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Demandé depuis longtemps par les opérateurs économiques, cette décision semble obéir à des considérations purement économiques.

D'ailleurs, plusieurs entreprises algériennes et étrangères activant en Algérie avaient anticipé en adoptant la formule du semi-week-end universel.

A ce titre, on peut citer le géant ArcelorMittal de Annaba, Air Liquide, la Société des boissons (Nouvelles conserveries de Rouiba), Afia, entre autres. D'autres devaient suivre et adopter ce même choix.

En réalité, le week-end du vendredi-samedi est déjà en vigueur depuis des

décennies au niveau du secteur bancaire et des assurances, qui n'auraient pu supporter, selon plusieurs sources, «une interruption de quatre jours sur sept dans leurs relations avec l'étranger». Mais pour faire face à cette situation, les pouvoirs publics avaient autorisé un repos hebdomadaire «spécial» au profit des intervenants dans le secteur des finances.

Néanmoins, à travers cette nouvelle donne, on s'interroge sur les dispositions techniques qui auront à encadrer cette décision. En effet, des indiscretions laissent croire que plusieurs dispositions sont prévues dans le nouveau dispositif, notamment pour permettre

aux entreprises de choisir leurs jours de repos hebdomadaire dans la sérénité.

Par ailleurs, la réglementation qui a arrêté la durée légale de travail hebdomadaire à 40 heures a également fixé «le repos hebdomadaire des agents des administrations publiques pour les journées des jeudi et vendredi».

Il est utile de signaler que le week-end semi-universel est devenu depuis quelques années une revendication de plus en plus pressante de plusieurs

entreprises et opérateurs privés. Selon les experts et même les patrons, l'Algérie perd des sommes considérables à cause du week-end actuel (jeudi-vendredi).

En d'autres termes, actuellement, l'Algérie ne travaille que trois jours par semaine, cumulant week-ends algérien et universel. Ce travail à temps partiel provoquerait, selon plusieurs études et avis d'experts, un manque à gagner de près d'un 1 milliard de dollars, soit près de 710 millions d'euros par an.

A partir du 14 août, la semaine de travail en Algérie gagnera donc une petite journée.

Mais de l'avis d'un grand nombre observateurs, il est reproché au gouvernement d'avoir manqué d'audace en refusant de revenir au week-end universel.

En choisissant les journées du vendredi et du samedi pour le week-end, l'Algérie devient ainsi le treizième pays arabe à adopter ces jours comme repos hebdomadaire. Bien avant l'Algérie, les Emirats arabes

unis, la Syrie, le Soudan, la Mauritanie, le Qatar, Bahreïn, le Koweït, l'Irak, la Jordanie, la Libye et l'Egypte avaient adopté le week-end semi-universel (vendredi et samedi). L'Arabie Saoudite reste ainsi le dernier pays arabe à maintenir les jeudi et vendredi comme week-end hebdomadaire.

Dans le monde arabe, seuls le Maroc et la Tunisie ont un week-end universel, à savoir samedi et dimanche.

A. B

BOUIRA

Fin de trêve pour l'«émir» Doukmir et sa phalange

Finalement, la trêve unilatérale annoncée par l'«émir» de la phalange El-Farouk, activant dans la région de Lakhdaria, a pris fin la semaine dernière.

Les éléments de cette phalange stationnés dans trois endroits différents au niveau de Beni-Maând avec 22 éléments, Qualbane avec 18 éléments et Ouled-Bougern (où se trouve justement cet émir) avec 30 éléments, dans tous ces cantonnements de Kadiria et Maâla qui étaient sécurisés pendant plusieurs semaines par les éléments de l'ANP en vue de faciliter aux émissaires du pouvoir le contact avec les représentants de ces terroristes, pour une reddition collective, auraient déserté la zone la semaine dernière.

Selon des sources très au fait de la donne sécuritaire, les conditions que les terroristes avaient soumises au pouvoir n'ont pas été acceptées, ce qui a précipité la réaction brutale de Doukmir, de son vrai nom Rabah El-Makhfi, à reprendre le chemin du maquis.

Immédiatement après cette décision inattendue, les services de sécurité se sont redéployés avec des renforts du côté de la mon-

tagne Bouzegza où des informations font état du stationnement d'un bataillon de parachutistes, et ce en vue d'un large ratissage à la recherche des éléments de cette phalange qu'il serait difficile d'intercepter, du moins groupés comme ils le furent jusque-là dans leur cantonnement de «trévistes».

Pour rappel, au début du mois de mai, soit quelques semaines à peine après la réélection de Bouteflika à la tête de l'Etat pour un troisième mandat et à la faveur de son discours réconciliateur où il réitérait son attachement à la réconciliation nationale et son intention de redoubler d'efforts pour encourager toute initiative œuvrant pour la fin de l'effusion du sang entre Algériens, des contacts avaient été encouragés par l'Etat entre les terroristes encore en activité et leurs familles.

Ces contacts avaient abouti à une déclaration d'une trêve unilatérale par plusieurs éléments de la phalange El-Farouk qui

activait dans la région s'étendant depuis Aomar jusqu'à Boukram, en passant par Kadiria, Lakhdaria, Maâla et Z'barbar.

Quelques semaines plus tard, ce fut au tour de l'«émir» de la phalange El-Farouk en personne, réticent au début, d'annoncer son intention de se rendre en déclarant à son tour une trêve en stationnant avec son groupe dans un cantonnement près de Maâla.

Lors de cette trêve, des émissaires du pouvoir ne cessaient de faire la navette entre ces trois cantonnements où furent stationnés près de 70 terroristes afin de les amener à revoir leurs conditions jugées irréalistes et irréalisables.

En effet, lors de l'une de nos précédentes éditions, nous rapportions les conditions émises par ces terroristes et qui consistaient en la mise à la disposition de chacun d'eux d'un appartement dans une wilaya de leur choix, d'une indemnité fixe de 500 millions centimes et, enfin, de l'annulation de toutes les poursuites judiciaires prononcées à leur encontre, soit une amnistie totale.

Or, le pouvoir avait refusé ces conditions, surtout le

principe de l'annulation des poursuites judiciaires et, donc, d'une amnistie générale contre ces éléments telle que souhaitée par ces groupes terroristes, et proposé le principe de l'étude au cas par cas.

En outre, même les terroristes ayant participé aux carnages de citoyens ou à la destruction des biens économiques, ainsi que ceux qui sont impliqués dans des attentats à l'explosif, auraient été exclus de ces mesures et devraient même après leur reddition passer devant la justice.

Ainsi, après bien des semaines de négociations, les deux protagonistes ne sont pas parvenus à un accord qui satisferait les deux parties.

La semaine dernière, l'«émir» Doukmir, qui était en contact permanent avec ses éléments, avait surpris tout son monde puisque, au petit matin, les trois cantonnements étaient vides.

Et malgré les renforts de l'ANP dépêchés sur les lieux et les alentours, il faudrait s'attendre à des actes d'éclat par ces terroristes pour signer leur retour au maquis.

H. M.

RECHERCHE ET EXPLOITATION D'HYDROCARBURES

Lancement demain du deuxième appel d'offres

L'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft) lancera, demain à l'hôtel Sheraton, le 2^e appel national et international pour l'octroi de dix périmètres de recherche et d'exploitation d'hydrocarbures.

Dans ce cadre, une présentation générale des données techniques et des dispositions contractuelles ainsi que des modalités de participation aux data rooms au profit des compagnies pétrolières intéressées est prévue.

Ces périmètres se trouvent dans les bassins sédimentaires pétroliers de Gourara, Illizi, Amguid Messaoud, Berkine et Reggane. La date limite pour la remise des offres et l'ouverture des plis est fixée au 20 décembre 2009 et la signature des contrats au 16 janvier 2010, selon l'Alnaft.

Cet appel d'offres est le second que l'Alnaft lance, après la révision en 2006 de la loi relative aux hydrocarbures. Le premier appel a abouti, en décembre 2008, à l'octroi de quatre périmètres aux compagnies ENI (Italie), Gazprom (Russie), British Gaz (Grande-Bretagne) et EON Rhurghaz (Allemagne), sur seize périmètres proposés. Ces périmètres représentent un montant d'investissements de l'ordre de 300 millions de dollars.

C. B.